

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de begroting, gegeven op 23 februari 1994;  
 Gelet op het advies van de Raad van State;  
 Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;  
 Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Bestluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het sociaal personeel en van het psychologisch personeel der inrichtingen voor gewoon of buitengewoon basis- en secundair onderwijs met volledig leerplan of met beperkt leerplan.

**Art. 2.** De ontspanningsverloven voor het schooljaar 1994-1995 worden als volgt vastgesteld :

- 1° van 31 oktober t/m 4 november 1994;
- 2° van 20 februari 1995 t/m 26 februari 1995.

**Art. 3.** De ontspanningsverloven voor het schooljaar 1995-1996 worden als volgt vastgesteld :

- 1° van 30 oktober 1995 t/m 3 november 1995;
- 2° van 18 februari 1996 t/m 23 februari 1996.

**Art. 4.** De drie beschikbare dagen die voortvloeien uit de vervroegde hervatting van de lessen in het schooljaar 1995-1996 moeten door de leerkrachten worden besteed aan overleg of aan navorming tijdens de loopbaan.

De inrichtende machten zullen echter de mogelijkheid hebben om die beschikbare dagen te verdelen of door de inrichtingshoofden te doen verdelen als verlofdagen.

In dat geval moeten de personeelsleden die op grond van de gedane keus geen mogelijkheid zouden hebben om die dagen aan overleg of navorming te besteden, zulks doen in de vorm van halve inhaaldagen of inhaaldagen tijdens de schoolvakantie, de ontspanningsverloven of perioden of dagen waarop de lessen worden geschorst.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 30 oktober 1994.

**Art. 6.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
 Brussel, 28 oktober 1994.

De Minister van Onderwijs,  
 Ph. MAHOUX

[S-C — 29548]

F. 94 — 3166

28 NOVEMBRE 1994

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant certaines dispositions réglementaires en matière de titres et de fonctions dans l'enseignement secondaire du degré inférieur**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendants de ces établissements;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, de professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeurs de cours généraux et de professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 21 novembre 1994;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2e section en date du 21 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 novembre 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions modificatives**

**Article 1er.** Il est inséré un chapitre IIter « Des périodes attribuées dans une autre fonction » contenant un article 13octies dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des

établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendants de ces établissements, rédigé comme suit :

\* Article 13octies. Tout membre du personnel auquel n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours constituant une charge à prestations complètes, au sein de l'établissement où il est affecté, peut être chargé de dispenser, au degré inférieur, des cours dans toute branche constitutive de son titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. Cette disposition n'est pas applicable aux titulaires des fonctions de professeur de religion ou de morale non-confessionnelle. Elle ne s'applique pas non plus pour l'attribution de ces cours.

En aucun cas, l'alinéa 1er ne peut avoir pour effet d'empêcher, au sein de l'établissement concerné, l'attribution selon les règles statutaires de fonctions aux prestations complètes aux membres du personnel nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans ladite fonction. »

#### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeurs de cours généraux et de professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française, sont également reconnus comme titres spécifiques requis, pour la fonction de professeur de cours généraux :

1<sup>o</sup> première langue, quatrième langue (si langue romane), histoire, histoire et institutions sociales, histoire économique :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (français-morale);

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (français-religion);

2<sup>o</sup> mathématiques, arithmétique, algèbre, géométrie, physique, éducation scientifique :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (mathématique-morale);

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (mathématique-religion);

3<sup>o</sup> géographie, géographie économique, biologie, chimie, sciences naturelles, éducation scientifique :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (biologie, chimie, physique)

4<sup>o</sup> histoire, géographie, sciences économiques, économie politique et commerciale, produits commerciaux, initiation à la vie économique et sciences sociales :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (géographie, histoire, sciences économiques et sociales);

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (géographie, histoire, sciences sociales).

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, de professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française sont également reconnus comme titres spécifiques requis, pour la fonction de professeur de cours généraux :

1<sup>o</sup> première langue, quatrième langue (si langue romane), histoire, histoire et institutions sociales, histoire économique :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (français-morale);

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (français-religion);

2<sup>o</sup> mathématiques, arithmétique, algèbre, géométrie, trigonométrie, physique, éducation scientifique, sciences économiques, sciences commerciales, commerce, comptabilité, économie politique et commerciale, produits commerciaux, initiation à la vie économique :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (mathématique-morale);

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (mathématique-religion);

3<sup>o</sup> géographie, géographie économique, biologie, chimie, sciences naturelles, éducation scientifique :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (biologie, chimie, physique);

4<sup>o</sup> histoire, géographie, sciences économiques, économie politique et commerciale, produits commerciaux, initiation à la vie économique et sciences sociales :

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (géographie, histoire, sciences économiques et sociales);

— le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (géographie, histoire, sciences sociales).

**Art. 4.** Les dispositions transitoires visées aux articles 2 et 3 restent d'application aussi longtemps que l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeurs de cours généraux et de professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française, et l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, de professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française n'ont pas été modifiés.

**Art. 5.** Les diplômes obtenus dans une des formations visées aux articles 2 et 3 par les étudiants y inscrits en deuxième année d'études au plus tard le 1er décembre qui suit l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 4 sont assimilés aux titres requis tel que prévu aux articles 2 et 3.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 novembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

## VERTALING

N. 94 — 3166

[S-C — 29548]

28 NOVEMBER 1994

**Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige reglementsbepalingen inzake bekwaamheidsbewijzen en ambten in het secundair onderwijs van de lagere graad**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964, betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en van leraar beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en in de lagere secundaire beroepsscholen, waarvan de Franse taal de onderwijstaal is;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke atheneën en lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal is;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor de Begroting gegeven op 21 november 1994;

Gelet op het protocol van onderhandelingen in Sectorcomité IX en het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling, d.d. 21 november 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State d.d. 24 november 1994;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen**

**Artikel 1.** Een hoofdstuk II ter « Lestijden toegekend in een ander ambt » bevattende een artikel 13octies wordt ingelast in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, luidend als volgt :

« Artikel 13octies. Elk personeelslid aan wie in zijn ambt geen aantal lestijden kon toegekend worden die een opdracht met volledige prestaties uitmaken in de inrichting waar hij werd aangesteld, mag gelast worden in de lagere graad lessen te verstrekken in elk samenstellend vak van zijn bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs. Deze bepaling is niet van toepassing op de titularissen van de ambten van leraar godsdienst of van leraar niet-confessionele zedenleer. Ze is ook niet van toepassing voor de toekenning van die lessen.

In geen geval mag lid 1 tot gevolg hebben dat het, in de betrokken inrichting, de toekenning volgens de statutaire regels belet van ambten met volledige prestaties aan in dit ambt vastbenoemde of tijdelijk aangestelde personeelsleden ».

**HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen**

**Art. 2.** In afwijking van artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke atheneën en lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, worden eveneens erkend als specifiek vereist bekwaamheidsbewijs, voor het ambt van leraar algemene vakken :

1° eerste taal, vierde taal (indien Romaanse taal), geschiedenis, geschiedenis en sociale instellingen, economische geschiedenis :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (Frans-zedenleer);
- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (Frans-godsdienst);

2° wiskunde, rekenkunde, algebra, meetkunde, fysica, wetenschappelijke opvoeding :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (wiskunde-zedenleer);
- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (wiskunde-godsdienst);

3° aardrijkskunde, economische aardrijkskunde, biologie, scheikunde, natuurwetenschappen, wetenschappelijke opvoeding :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (biologie, scheikunde, fysica);

4° geschiedenis, aardrijkskunde, economische wetenschappen, politieke en handelseconomie, handelsprodukten, inleiding tot het bedrijfsleven en de sociale wetenschappen :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (aardrijkskunde, geschiedenis, economische en sociale wetenschappen);
- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (aardrijkskunde, geschiedenis, sociale wetenschappen).

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en de lagere secundaire beroepsscholen waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, worden eveneens erkend als specifiek vereist bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van leraar algemene vakken :

1° eerste taal, vierde taal (indien Romaanse taal), geschiedenis, geschiedenis en sociale instellingen, economische geschiedenis :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (Frans-zedenleer);
- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (Frans-godsdienst);

2° wiskunde, rekenkunde, algebra, meetkunde, driehoeksmeting, fysica, wetenschappelijke opvoeding, economische wetenschappen, handelswetenschappen, handel, boekhouding, politieke en handelseconomie, handelsprodukten, inleiding tot het economisch leven :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (wiskunde-zedenleer);
- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (wiskunde-godsdienst);

3° aardrijkskunde, economische aardrijkskunde, biologie, scheikunde, natuurwetenschappen, wetenschappelijke opvoeding :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (biologie, scheikunde, fysica);

4° geschiedenis, aardrijkskunde, economische wetenschappen, politieke en handelseconomie, handelsprodukten, inleiding tot het economisch leven en sociale wetenschappen :

- het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (aardrijkskunde, geschiedenis, economische en sociale wetenschappen);

- het diploma van lager secundair onderwijs (aardrijkskunde, geschiedenis, sociale wetenschappen).

**Art. 4.** De in de artikelen 2 en 3 bedoelde overgangsbepalingen blijven van toepassing zolang het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken, en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van koninklijke athenea en lycea, in de afdelingen van lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor secundair onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, en het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en de lagere secundaire beroepsscholen waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, niet gewijzigd werden.

**Art. 5.** De diploma's verkregen in één van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde opleidingen door de studenten die er ingeschreven zijn in het tweede jaar uiterlijk op de eerste december die volgt op de inwerkingtreding van het in artikel 4 bedoelde besluit, worden gelijkgesteld met de vereiste bekwaamheidsbewijzen bepaald in de artikelen 2 en 3.

**Art. 6.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 november 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs,  
Ph. LAHOUX

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 30 november 1994 is de heer Mention, P., advocaat, benoemd tot vrederechter van de kantons Péruwelz en Quevaucamps.

Bij koninklijk besluit van 29 november 1994 is de heer Van Daele, E., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de arbeidsrechtbank te Mechelen.

Bij koninklijke besluiten van 2 december 1994 :

- zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredege-recht :

- van het derde kanton Antwerpen, de heer Scheers, D., advocaat;
- van het kanton Hamoir, Mevr. Corroy, M., advocaat;
- van het eerste kanton Hoei :
  - Mevr. Lourtie, Ch., advocaat;
  - Mevr. Tordeur, V., advocaat;

- is de heer Driesens, J., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voceren nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 14 december 1994.

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 30 novembre 1994, M. Mention, P., avocat, est nommé juge de paix des cantons de Péruwelz et de Quevaucamps.

Par arrêté royal du 29 novembre 1994, M. Van Daele, E., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal du travail de Malines.

Par arrêtés royaux du 2 décembre 1994 :

- sont nommés juge suppléant à la justice de paix :

- du troisième kanton d'Anvers, M. Scheers, D., avocat;
- du kanton de Hamoir, Mme Corroy, M., avocat;
- du premier kanton de Huy :
  - Mme Lourtie, Ch., avocat;
  - Mme Tordeur, V., avocat;

- M. Driesens, J., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruges, est désigné aux fonctions de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 14 décembre 1994.